



Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires
La CGT de la fonction publique de l'État

SECTION REGIONALE INTERMINISTERIELLE DE
L ACTION SOCIALE DES PAYS DE LA LOIRE

ASSEMBLEE PLENIERE DE LA SRIAS DES PAYS DE LA LOIRE DU 18 SEPTEMBRE 2013 (SECTION REGIONALE INTERMINISTERIELLE D ACTION SOCIALE)

1 – APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PLENIERE DU 27 mars 2012 (rectificatif) et du 20 septembre 2012

Le quorum étant atteint, le procès verbal est approuvé.

La CGT a apprécié la présence du Préfet de Région, Monsieur CHRISTIAN GALLIARD DE LAVERNEE qui, à cette occasion, a remercié les membres de la SRIAS pour leur engagement, et a félicité le nouveau président JOSE RODRIGUEZ DE OLIVEIRA. Ce dernier rend hommage à son prédécesseur JAMES VARENNES pour son dévouement au sein de la SRIAS PAYS DE LA LOIRE.

2 – PRESENTATION DU TRAVAIL DES COMMISSIONS THEMATIQUES

Commission Petite Enfance

Jérôme HANARTE, Président de la Commission Petite Enfance nous a précisé que nous disposons de 32 berceaux, (10 à Nantes, 4 à Bouguenais, 4 à Trignac, 10 à Angers, 4 à Laval).

Il précise que les Pays de Loire sont sous-dotés. Il réitère aussi sa demande pour plus de berceaux (soit 31 berceaux supplémentaires pour un coût global de 337 000 €). Le CIAS a pour l'instant bloqué cette demande.

En ce qui concerne les crèches, M. Le Préfet de Région exprime son accord total avec les organisations syndicales. En effet, il confirme ce besoin de berceaux suite à une démographie bondissante dans les Pays de la Loire. Pour exemple il cite la Bretagne qui détient 200 berceaux. Le Préfet s'engage à tout mettre en œuvre pour soutenir la demande de la SRIAS car des besoins existent dans certains départements (85).

Le président annonce également le projet d'un séjour « handicapés enfants » pour 2014.

La Commission « Petite Enfance » se nommera à présent « Commission Enfance » en accord avec tous les membres de la SRIAS, elle rassemblera ainsi les crèches et les séjours pour enfants en lien avec la commission culture loisirs.

Commission Culture Loisirs

Christophe ANDRE Président de la commission Culture Loisirs annonce la mise en place d'une action régionale sur la journée du 7 décembre 2013 intitulée « Spectacle de Noël » (cirque Médrano à 5 € la place, suivi d'un goûter sous chapiteau, offert par la SRIAS) – 1000 places ont été réservées et des transports mis en place au départ de chaque département (sauf le 44) – les agents devront se rapprocher des correspondants de préfecture.

Il présente également l'action « voyage à PARIS », comprenant le transport en car, l'hébergement à l'hôtel et au choix, dîner et cabaret (la SRIAS participe à hauteur de 60 € par personne).

La commission est aussi mandatée par la SRIAS pour travailler à l'élaboration rapide d'actions de fin d'année afin d'utiliser judicieusement les crédits restants. (voyages aux parcs DISNEY).

Il nous présente le bilan annuel de la carte culture (uniquement pour le 44) au 31 décembre 2012 : 856 cartes, au 30 août 2013 : 1 165 cartes. Les activités choisies concernent la billetterie (cinémas – spectacles – parcs de loisirs - ...) les excursions et les week end en résidence de vacances.

Commission Communication

Sylvie RICHARD Présidente de la commission Communication insiste sur l'importante charge de travail demandée aux membres de la SRIAS afin de diffuser et promouvoir toutes les actions ainsi qu' enrichir le site internet. Elle sollicite les directeurs et chefs de services des administrations de la Région à faire un lien sur leur intranet vers le site de la SRIAS. MR le PREFET cautionne cette demande, un courrier sera envoyé à l'ensemble des ministères.

Une lettre SRIAS de fin d'année est en cours d'élaboration ainsi qu'une affichette publicitaire relative aux différentes activités de la SRIAS. Pour la fin d'année, des calendriers seront distribués.

Commission Restauration,

Le Président Patrick Vosseler étant excusé, le Président de la SRIAS évoque l'organisation et le suivi des travaux des RIA. Le restaurant de la MAN, hier en difficultés, est aujourd'hui dans une situation satisfaisante en raison de l'arrivée des convives de la DREAL. Il annonce également la mise en place d'un séminaire pour les membres des CA des RIA de la Région les 19 et 20 novembre. Cette commission souffre de ne pas être associée aux prises de décisions relatives aux RIA et dénonce le manque d'informations qui devraient lui être communiquées.

Commission Retraités,

La Commission Retraite est maintenue malgré des difficultés à l'animer. En effet la communication vers ce personnel est insignifiante ; les ministères ne gardent pas de fichiers retraités sauf les Finances, ce qui ne permet plus de contacts avec eux. La solution serait que chaque administration demande au SRE (service des retraites de l'Etat) comme le ministère des Finances les listings de leurs retraités. Ainsi l'ensemble de la communication pourra leur être adressé par les services RH.

3 – INTERVENTIONS ET REPONSES DE MONSIEUR LE PREFET

M. Le Préfet, s'interroge sur l'organisation générale de l'action sociale et évoque « la possibilité de faire basculer des dispositifs ministériels vers l'interministériels ». Dans ce sens il précise qu'il faut progresser et qu'il y ait une mise en commun des ministères. C'est aussi un débat qui préoccupe nos organisations syndicales.

M. Le Préfet, s'interroge également sur le fonctionnement administratif de la SRIAS. Il constate que la bonne marche de l'action sociale interministérielle repose sur le bénévolat des membres de la SRIAS. Il suggère de soutenir les correspondants de préfecture par des renforts en poste en DDI (direction départementale interministérielle).

4 – BILAN DES ACTIONS 2013

Préfecture 44

- Séjour pour les enfants d'agents, adulte présentant une déficience intellectuelle 8 enfants.
- Conférence : La retraite, une étape de vie - 2 séances
- Aide à domicile (CESU)
- Atelier vélos en ville - 12 participants

La CGT a rapporté la problématique de certains agents, à savoir la mauvaise organisation de cette action : actions se déroulant sur 2 périodes non consécutives une de 2 heures et une autre de une demi-journée – cela pourrait justifier le peu de participation.

Préfecture 85

- Vacances d'été 8/16 ans en court séjour, 21 enfants concernés.
- Découverte sportive avec l'UCPA
- Conférence : La retraite, une étape de vie
- Visite du site KUMINO (245 participants)
- Aide à domicile (CESU)

Préfecture 53

- Visite des Machines de l'Ile suivie d'une ballade guidée à Tremoult 100 participants (2 sorties)
- Conférence : La retraite, une étape de vie 16 participants
- Aide à domicile (CESU) concernant 45 agents

Préfecture 72

La correspondante sociale est en arrêt d'où une difficultés pour suivre et élaborer les actions .

- Visite des Machines de l'Ile suivie d'une ballade guidée à Tremoult
- Conférence : La retraite, une étape de vie
- Aide à domicile (CESU) concernant

Préfecture 49

- Vacances été et toussaint 8/16 ans en court séjour, 7 bénéficiaires
- Conférence : La retraite, une étape de vie - 2 séances de prévues, 31 participants
- Aide à domicile (CESU)
- Journée droit de succession organisée par la Chambre des notaires

Le solde du Budget 2013 serait à cette date approximativement de 40 000 € en raison de l'échec de certaines actions et du peu de participants sur d'autres. La Vendée regrette que ces crédits restants ne puissent pas être utilisés pour réserver des places en crèches.

Le Président évoque les importantes difficultés liées à la gestion budgétaire des actions que la SRIAS Pays de Loire a rencontrées en 2012 et propose la création d'une Commission Finances.

CESU

En ce qui concerne les CESU, (Aide à domicile), l'ensemble des agents de l'Etat dans notre région peut en bénéficier. Il faut pour cela présenter un arrêt de travail de 21 jours ou un dossier exceptionnel visé par une assistante sociale. N'hésitez pas à contacter vos correspondants sociaux dans vos administrations et préfectures. Cette aide à domicile (CESU) est attribuée pour différent motif : la maladie de l'agent – le décès et/ou hospitalisation (maladie grave) du conjoint – enfants handicapés – conjoint en invalidité.

5 – PROPOSITIONS ACTIONS 2014

La plénière propose aux acteurs de l'action sociale en Région de définir un cadre et des priorités pour l'année 2014 pour essayer de tendre à régionaliser les thématiques sur une ou plusieurs années.

Préfecture 44

- Séjours vacances - Sortie Abbaye de Fontevault - 3 conférences : - retraite, manger bio, Elsheimer

Préfecture 85

- Séjour découvert - Vacances d'été et Toussaint - Conférence retraite - Visite du Château de Tiffauges - CESU

Préfecture 53

- CESU - Conférence retraite - Visite des Machines de l'Ile suivie d'une ballade guidée à Tremmoult - Court séjour avec la FAL - Conférence sur les addictions

Préfecture 72

- Reconstitution des actions 2013 – Cesu - Conférence retraite - Séjour petite enfance avec équitation

Préfecture 49

- Préparer sa retraite- Séjour courte durée - Vacances Printemps au Mont St Michel – Cesu

Projets régionaux

- Florales du 08 au 18 mai 2014 - Court séjour à Rome – soirée repas-théâtre à Pouancé

La CGT précise que pour que l'action sociale interministérielle fonctionne, l'implication de l'ensemble des ministères et administrations en département doit être essentielle. Que chaque ministère s'investisse comme il se doit pour une action sociale interministérielle plus efficace et plus équitable pour l'ensemble des fonctionnaires d'Etat en Région !

La CGT a tenu aussi à remercier les correspondants de préfecture pour leur implication et leur volonté de faire aboutir les orientations de la SRIAS PAYS DE LA LOIRE.

6 – RESTAURATION

Les membres de la SRIAS déplorent que les dossiers relatifs aux projets de travaux dans les RIA soient reçus très tardivement (un dossier est arrivé à la commission restauration le matin pour en débattre l'après-midi en plénière). Ils déplorent également le manque de communication entre la SRIAS – les RIA et la plateforme RH du SGAR.

Bien que les dossiers aient été évoqués vaguement, la SRIAS décide d'un ordre de priorité au regard des nécessités présentées :

RIA VERSAILLES – les travaux sont urgents et font suite à un contrôle sanitaire ; la première tranche des travaux représente une enveloppe de 85 000 euros pour l'urgence – et il est envisagé l'extension de ce RIA (150 000€)

RIA LA ROCHE SUR YON – local pâtisserie

RIA CARCOURT – 135 000 €

RIA CAMBRONNE – sanitaire – 115 000 €

RIA LA ROCHE SUR YON – menuiserie - le tout 80 000 €

RIA MAN – 110 000 €

Les RIA en construction sont celui d'ANGERS – ouverture prévu fin 2015 – et celui de Peixans au MANS – ouverture début 2015.



communiqué au CIAS

Jamais encore un gouvernement ne s'était attaqué aussi fort à la politique d'action sociale qui servait plutôt d'étouffoir des luttes sociales et d'amortisseur social.

Le gouvernement persiste et signe une baisse drastique des crédits sociaux interministériels au PLF 2014. La réduction, annoncée en juin et confirmée au CIAS de septembre, d'environ 16 M € soit plus de 10% du budget de l'action sociale des agents de l'état aura une forte répercussion sur l'offre de prestations aux agents. Les propositions des ministres budget et fonction publique sont inconcevables.

Comment peut-on prévoir, de suspendre l'aide à l'installation des nouveaux affectés qui a été mise en place en 1990 (sous Durafour), alors que les logements sociaux sont de plus en plus rares et inaccessibles aux agents de la FPE, sauf à vouloir à terme reconstruire des zones de service public où les agents ne voudront plus aller résider à la sortie des concours, parce qu'ils ne pourront pas accéder à une location trop onéreuse pour leurs revenus ?

Comment peut-on prévoir aussi de supprimer la tranche d'aide minimale des CESU excluant 41% des bénéficiaires actuels, alors que la scolarisation des jeunes enfants a fortement reculé, que les insuffisances d'accueil en crèche sont criantes et que la garde d'enfants pèse lourdement sur l'emploi des femmes ?

Lorsque cette amputation des crédits sociaux s'ajoutent aux autres mesures relatives au pouvoir d'achat des agents tel le gel poursuivi de la valeur du point d'indice jusqu'en 2015 et la prévision d'une attaque des mécanismes de la carrière, ou relative à nos retraites etc... trop c'est trop !

Jamais l'état employeur n'aura contredit aussi vite le gouvernement en faisant le contraire de ce qu'il affiche. Conduire une politique volontariste en matière d'égalité femme/homme, annoncer la création de 100 000 places en crèches, afficher une volonté de conduire une politique de renforcement du logement social ou de la prévention de la dépendance des personnes âgées ..., justifient pour le moins un engagement de l'état employeur en direction des agents.

Les organisations syndicales dans l'unité la plus totale condamnent et refusent ces mesures.

L'état employeur doit donner l'exemple et mobiliser tous les moyens nécessaires à une vraie politique d'action sociale pour les agents.

Tous les syndicats exigent le maintien des prestations sociales existantes ainsi qu'un budget qui tienne compte de leur évolution au regard des besoins des agents.

TOUTES LES INFORMATIONS UTILES SUR LE SITE DE LA SRIAS

<http://www.pays-de-la-loire.pref.gouv.fr/Action-sociale-interministerielle>

N'hésitez pas à contacter la CGT et ses représentants à la SRIAS pour tout ce qui est relatif à l'action sociale interministérielle.

VOS REPRESENTANT CGT A LA SRIAS PAYS DE LOIRE

Marianne GAUTIER – DGFIP 44 - 02.51.12.85.53

Christophe ANDRE – DGFIP 44 - 02.40.85.68.38

Christian DAVIAUD – DEFENSE – 02.40.44.98.22